

Le caillou dans le soulier

La Piedra en el Zapato

The Stone In The Shoe

no 7, printemps 2010

AUSSI DANS CE NUMÉRO:

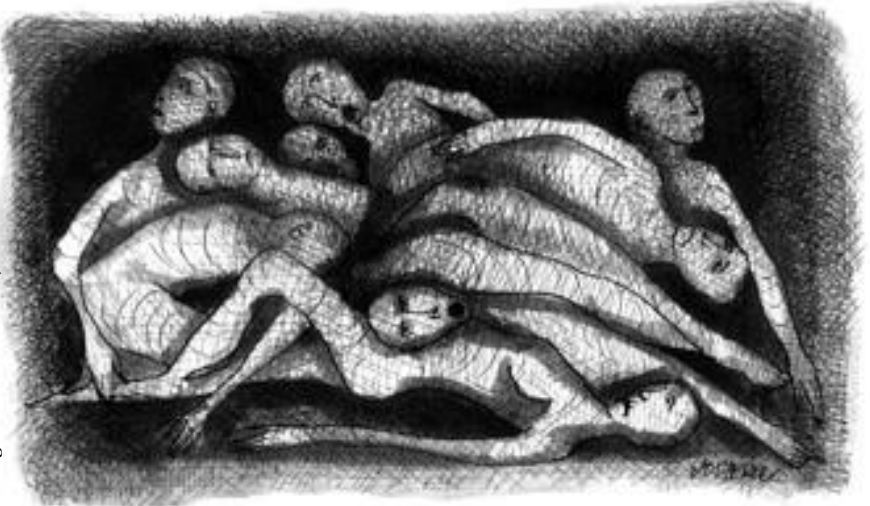
QUI EST LE TERRORISTE ? / LA PETROBANK EN COLOMBIE
CHOC : OCCUPATION MINIÈRE ET VIOLATION DES DROITS DES PEUPLES ANCESTRAUX
WITCH-HUNT AGAINST THE POLITICAL OPPOSITION IN COLOMBIA
EXTRADITION / MOVIMIENTO ESTUDIANTIL DE LA UIS

SEPT ANS DE « SÉCURITÉ DÉMOCRATIQUE »... AVEZ-VOUS DIT "DÉMOCRATIE"?

Nous vous avons souvent parlé dans différents numéros du Caillou dans le soulier comment le phénomène du déplacement forcé en Colombie, conjugué à des politiques agraires néolibérales encourageant l'agro-industrie d'exportation, a engendré une concentration de la terre sans précédent dans le pays. En fait, depuis 2002, la tendance voulant que le nombre de paysans pratiquant l'agriculture de subsistance soit en constante diminution, n'a fait que s'accélérer. On assiste à une disparition graduelle des paysans autonomes, qui sont soit convertis en ouvriers agricoles, soit expulsés totalement des régions rurales vers les cercles de misère de bidonvilles urbains.

→ PAGE 24

Image: Javier Gutiérrez, Revista Numero



DES NOUVELLES D'EN-DEDANS

Depuis 2007, le PASC travaille avec les prisonniers et prisonnières politiques de Colombie. Il s'agit de femmes et d'hommes considéré-e-s par l'État comme ses ennemi-e-s de l'intérieur, comme rebelles ou comme terroristes, enfermé-e-s avec peu de recours et sous l'exclusive vigilance de ce même État. Ce qui les rend d'autant plus vulnérables en ce qui a trait aux respects de leurs droits.

→ PAGE 26

Chocó:

Occupation minière, militarisation des territoires autochtones et violation des droits des peuples ancestraux

Depuis l'avènement d'une privatisation généralisée des ressources naturelles de la Colombie sous prétexte de la « guerre livrée contre le narco-terrorisme », le département du Chocó est convoité pour sa fertilité unique et son contexte géographique idéal à l'imposition, manu-militari, de projets néo-libéraux. En 1997, l'armée colombienne en connivence avec les structures paramilitaires a généré un déplacement forcé de milliers d'afrocolombien-nes, dans le but d'octroyer les terres volées à l'agro-industrie. Une monoculture intensive de palme africaine destinée à la production du biodiésel et à l'exportation de son huile vers les pays occidentaux, fut implantée illégalement sur les terres des communautés du Curvarado et du Jiguamiando, au Bajo Atrato. La région est aussi dotée d'un important potentiel minier qui suscite l'attention des compagnies minières depuis de nombreuses années. Au nord du département, sur le territoire du Jiguamiando, plusieurs communautés afrodescendantes, métisses et autochtones vivent dans le bassin entourant la rivière. En remontant jusqu'au lit de la rivière Jiguamiando on trouve Coredocito, une communauté qui fut le théâtre, au début 2009, d'une véritable bataille en matière de droits ancestraux pour les autochtones Emberas-Katios et les afrodescendant-es du bassin Jiguamiando, s'opposant à l'exploitation minière sur leurs territoires. Cette zone est située en plein cœur du « Chocó biogéographique », un authentique sanctuaire tropicale de plusieurs milliers de kilomètres carrés, comprenant une aire de biodiversité identifiée comme étant l'une des plus riches au monde.

« ... l'aire d'intervention du projet Mandé Norte se trouve à être partiellement superposée avec les territoires collectifs des communautés afrocolombiennes et les réserves des communautés autochtones Embera-Katios... »

Coredocito est née en 2000 d'un déplacement forcé interne des autochtones Emberas. Cette communauté s'illustre au sein de la

culture Embera comme étant un point de référence symbolique en ce qui a trait à la spiritualité et à l'équilibre des éléments naturels qui composent leur environnement. Le Cerro Careperro¹ ou encore en langue Embera « Ellausakirandarra » situé au côté de Coredocito, procure quotidiennement en eau, en bois, en médecine naturelle, en nourriture agricole, en produit de la chasse, de la pêche et de la cueillette, l'entièreté des communautés du bassin. Le mont nourrit aussi les esprits dans leur soif de spiritualité et, comme le veut la tradition des 11 communautés autochtones Emberas, elles ont elles-mêmes, par le biais de leurs chefs spirituels, les « Jaibanas », déclarées le lieu comme étant un site sacré où seuls les esprits et les médecins traditionnels ont le droit de circuler.

Le 4 février 2005, Muriel Mining Corporation, une compagnie minière enregistrée à Medellin, filiale de la multinationale Rio Tinto basée aux États-Unis, reçu l'appui de certaines autorités locales et régionales pour la mise en vigueur du « Contrat unique de concession minière » enregistré auprès d'INGEOMINAS². L'approbation de ce contrat

1 Le mont des esprits appelé « Visage de Chien »

2 Institut géologique minier environnemental et nucléaire



QUI EST LE TERRORISTE ?

PERSÉCUTION MÉDIATIQUE, POLITIQUE ET JUDICIAIRE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

À l'heure où les crimes d'État sont de plus en plus banalisés sur la scène internationale et que la sécurité nationale prime sur les droits individuels et collectifs, le discours des médias de masse façonne l'opinion publique en faisant un dangereux amalgame entre résistance populaire et terrorisme. Militer pour les droits sociaux, environnementaux ou humains est de plus en plus facilement assimilé à des actes criminels, voire potentiellement « terroristes ».

Ce glissement de terrain où le discours des États et des grands médias vise à associer

mouvements de résistance et criminalité ou même terrorisme, afin de délégitimer l'action politique et la stigmatiser aux yeux du public, pose de sérieux défis aux mouvements sociaux. Dans ce contexte, en tant qu'organisation prônant la solidarité directe entre les organisations sociales du Nord et du Sud s'inscrivant dans une mouvance de résistance globale au capitalisme, il y a lieu de se demander quel impact a le discours anti-terroriste sur nos organisations ou sur les organisations et communautés avec lesquelles nous travaillons. Quels espaces restent-ils aux organisations sociales et politiques qui tentent de résister aux politiques de régimes répressifs et profondément injustes comme en Colombie ou encore en Palestine ? Quels sont les objectifs poursuivis par les États et les intérêts financiers qu'ils défendent, lorsqu'ils accusent les membres d'organisations sociales civiles qui résistent à leurs politiques de rébellion ou de terrorisme ? Dans quelle mesure leurs objectifs sont atteints ? Réussissons-nous à démasquer ceux qui profitent de cette « démonisation » de nos

organisations ? Ou glissons-nous graduellement dans le piège de l'autocensure ou de la dépolitisation de notre discours par peur de représailles ? Voilà autant de questions sur lesquelles nous devons nous pencher. Nous croyons qu'il est crucial de mener une réflexion quant aux stratégies que nous devons mettre de l'avant, principalement en tant qu'organisations internationalistes, pour réaffirmer la légitimité de nos actions face à la potentielle criminalisation de nos organisations ou des luttes que nous appuyons.



Image: Diana Paola Angarita Niño

En Colombie, la persécution politique et judiciaire des mouvements sociaux est loin d'être nouvelle et ne date évidemment pas du 11 septembre 2001. Le bilan des cinquante dernières années en termes de persécution politique est absolument désastreux. Seulement dans les 25 dernières années, on compte 15 000 disparitions forcées commises par les paramilitaires en complicité avec l'Armée colombienne, 5000 militants de partis politiques de gauche assassinés, 3500 massacres,

5 millions de victimes de déplacement forcé (c'est le deuxième pays au monde qui compte le plus de déplacés internes après le Soudan) et 6 millions d'hectares de terres volées aux paysans. Ces terres sont aujourd'hui aux mains des « narco-paramilitaires-entrepreneurs » qui disent apporter le progrès par le biais de leurs méga-projets agro-industriels ou extractifs (miniers, pétroliers, etc.) imposés aux populations locales, qui ne font que perpétuer misère, exploitation et sous-développement dans les régions.....>



Dès son arrivée au pouvoir en 2002, le Président Alvaro Uribe a repris avec force le discours de la « guerre au terrorisme » de son homologue américain de l'époque, G.W. Bush. Cependant, au-delà de s'inscrire dans la mouvance ultra-sécuritaire globale post-11 septembre, les ambitions de la guerre au « narco-terrorisme » en Colombie visent beaucoup plus loin. En fait, la caractéristique fondamentale de la politique de « sécurité démocratique » mise sur pied par le Président Uribe consiste à nier l'existence d'un conflit armé interne où l'État s'affronte à des groupes d'insurrection qui revendiquent des

« Uribe aura accompli lors de ses huit années de présidence l'institutionnalisation du paramilitarisme et tout porte à croire que les politiques de son gouvernement lui survivront. »

changements sociaux et politiques structurels par la voie des armes. Ce faisant, il nie de facto aux guérillas colombiennes, l'ELN – Ejército de Liberación Nacional – et les FARC – Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – leur statut « d'acteur politique » qui leur avait pourtant jusque là été reconnu tant sur la scène nationale qu'internationale. Il ne s'agit pas d'une question morale sur l'usage des armes mais bien de faire l'analyse des origines politiques de ces groupes. En affirmant qu'en Colombie il existe une « menace terroriste » et non un conflit armé interne, le gouvernement colombien nie du même coup l'origine sociale et politique du conflit. Celui-ci tire ses origines des inégalités sociales et de l'absence de voies démocratiques pour exercer l'opposition sans mettre en péril sa vie ou celle de ses proches. Plus insidieux encore, ce discours affirme vigoureusement que toute la société doit collaborer dans cette guerre au terrorisme ; celui qui refuse est considéré comme suspect et potentiel collaborateur des rebelles. Ainsi, la politique de « Sécurité démocratique » fait disparaître la différence entre le civil et le militaire.

Elle fait disparaître le droit au « Principe de distinction » de la population civile vivant dans un

contexte de conflit armé, reconnu par le Droit International Humanitaire (aussi connu comme « droit de la guerre »). Le droit à l'opposition politique, bien qu'existant sur papier s'effrite complètement dans la réalité, où la démocratie formelle et le cirque des médias de masse camouflent un fascisme latent. En d'autres mots, vous avez le droit de critiquer le gouvernement et ses politiques, mais vous serez stigmatisés publiquement, menacés de mort, accusés judiciairement ou assassinés. À vous de choisir... Mais n'allez surtout pas dire que vous n'avez pas de droits ou de libertés, puisque peu importe les conséquences vous avez le choix et la possibilité (sic) de vous exprimer ! Ainsi, Uribe joue la ligne dure selon laquelle la seule voie possible pour parvenir à mettre fin au conflit est la voie militaire, niant toute possibilité d'en arriver à une solution politique et négociée au conflit, pourtant réclamée par l'ensemble des organisations sociales colombiennes.

STRATÉGIES POUR MUSELER LA RÉSISTANCE ET JUSTIFIER LES ATTAQUES

En 2003, au cours de son premier mandat, le Président Uribe a prononcé un discours public à la nation, lors duquel il a accusé les organisations de défense de droits humains d'être des « trafiquants de droits humains au service du terrorisme ». Ce discours donnait le ton : feu vert à la répression des mouvements sociaux. Depuis 2002, les organismes colombiens de défense des droits humains ont recensé plus de 3500 personnes ayant été assassinées ou victimes de disparitions forcées, pendant que le gouvernement opérait le grand spectacle de la prétendue démobilisation des paramilitaires. De plus, sous Uribe, les « montages judiciaires » à l'encontre des défenseurs de droits humains, syndicalistes, leaders étudiants et paysans ont été une pratique courante de la Fiscalía. Au cours des trois premières années du gouvernement d'Uribe, la pratique des détentions arbitraires et massives a touché plus de 8000 personnes. Il a été démontré par la suite que plus de 80% de celles-ci furent illégales et la justice colombienne a dû acquitter près de 6500 de ces personnes, qui ont



LA PETROBANK EN COLOMBIE

QUAND RÉPRESSION RIME AVEC PROFITS

Dans une édition précédente de la Piedra en el Zapato, j'avais écrit un article sur la compagnie canadienne Petrobank Energy and Resources Ltd qui exploite des gisements pétroliers et gaziers en Colombie. Mon objectif était de sortir de l'ombre un exemple flagrant du néocolonialisme qui s'enracine profondément en Colombie et duquel profitent fièrement les capitalistes canadiens. Dans cet article, je présentais brièvement les opérations de la Petrobank en Colombie, en plus de montrer comment elle a su profiter de modifications fiscales du secteur des hydrocarbures et d'une répression violente contre la population civile dans les régions du pays où elle opère. Je voulais aussi mettre en lumière la collaboration permanente entre les autorités militaires colombiennes et la compagnie dans ses zones d'exploration et d'exploitation. Le présent article se veut donc une actualisation afin de suivre les traces d'une compagnie canadienne que l'on peut aisément qualifier de criminelle en raison de sa complicité avec le régime de terreur en Colombie. Mais voici d'abord une brève présentation de la filiale colombienne de la Petrobank.

La filiale Petrominerales est une entreprise privée – dont 67 % des actions sont détenues par Petrobank – qui opère en Colombie depuis 1996. Elle possède des permis d'exploration et de production sur deux zones du pays, soient le bassin du Putumayo au sud, et les Llanos, à l'est de Bogota. La compagnie est active depuis quelques années déjà dans la région d'Orito dans le bassin du Putumayo. À cet endroit, la zone d'exploration est appelée "Las Aguilas" Block", qui est étrangement le même nom donné à certaines structures paramilitaires qui opèrent dans plusieurs régions de la Colombie sous cette nouvelle appellation. Les troupes paramilitaires "Aguilas Negras" s'intègrent dans la stratégie de l'État colombien visant l'appropriation et le contrôle du Territoire. Ces brigades répressives irrégulières provoquent le déplacement massif des populations qui permet ensuite aux compagnies nationales et transnationales

d'exploiter librement les terres et leurs ressources naturelles. Cette histoire de nom n'est certainement qu'un pur hasard mais la contre-réforme agraire s'opère véritablement en Colombie et elle se poursuit aux grands bénéfices des transnationales comme la Petrobank.

Depuis mon dernier article, deux ans ont passé et les activités de la Petrominerales n'ont cessé de croître, et ce à une vitesse effrayante. En plus d'être entrée en phase production, elle a doublé ses effectifs en termes de superficie de territoire exploré et ses activités s'étendent maintenant au Pérou, pays andin voisin. Sur le site officiel de la compagnie, on peut d'ailleurs y voir l'enthousiasme avoué des dirigeants pour cette région du monde:

La combinaison d'un régime fiscal de première qualité et d'un potentiel d'hydrocarbures prouvé sur de vastes bassins non-explorés fait de la →

« L'industrie des hydrocarbures s'inscrit dans la même volonté du gouvernement ultra-néolibéral d'Alvaro Uribe Velez de développer des secteurs économiques stratégiques qui peuvent attirer les capitaux nécessaires à l'enrichissement d'une élite locale privilégiée. Il s'agit également de la volonté des capitalistes internationaux d'aménager la planète en un vaste marché où chaque pays se spécialise dans certaines productions spécifiques. »

Colombie et du Pérou une des meilleures places au monde pour explorer et produire des hydrocarbures.ⁱⁱⁱ

Dans ce climat de surexcitation (et bien sûr de répression), la Petrominerales n'a pas chômé et elle possède aujourd'hui 16 blocs qui constituent des zones spécifiques du pays où se retrouvent un ou plusieurs puits d'exploration. Au niveau des contrats d'exploitation, la compagnie possède un total de 728 425 hectares.^{iv} Il est d'autant plus frustrant de regarder ces chiffres en tenant compte du fait que la Colombie est plongée dans un contexte de pauvreté et d'inégalités sociales alarmant et que la question des terres est un élément fondamental au cœur du conflit social et armé qui fait rage dans ce pays. Plusieurs parlent d'une contre-réforme agraire, où des milliers de familles paysannes sont chassées de leurs terres chaque année alors que les surfaces dédiées aux projets agro-industriels augmentent sans cesse. Plusieurs communautés et organisations dénoncent la stratégie des monocultures de palme africaine, de caoutchouc, de bananes et autres, qui accaparent les terres les plus fertiles du pays alors que les communautés paysannes délaissent l'agriculture de subsistance de force ou par désespoir économique. Pendant que le gouvernement colombien et les autorités militaires protègent ouvertement les intérêts des compagnies, les paysans sont souvent limités dans leurs déplacements en raison de la militarisation et d'un contrôle accru sur les routes et dans les villages. Les espaces de

« ...ce sont plus de 380 000 familles paysannes qui ont été dépouillées de 5,5 millions d'hectares de terres de 1999 à 2007. De plus, près d'un million de personnes se sont vu forcées d'abandonner la campagne et la production agricole entre 2005 et 2009. »

commercialisation locaux sont détruits aux dépens des stratégies globales de productions vouées à l'exportation.

L'industrie des hydrocarbures s'inscrit dans la même volonté du gouvernement ultra-néolibéral d'Alvaro Uribe Velez de développer des secteurs économiques stratégiques qui peuvent attirer les capitaux nécessaires à l'enrichissement d'une élite locale privilégiée. Il s'agit également de la volonté des capitalistes internationaux d'aménager la planète en un vaste marché où chaque pays se spécialise dans certaines productions spécifiques. Cette tendance pousse constamment à l'uniformisation des modes de vie et à la disparition de la diversité culturelle et sociale, que ce soit en Colombie ou ailleurs.

C'est donc dans ce contexte économique que la filiale Petrominerales continue d'accroître ses activités dans le but d'enrichir ses actionnaires. Pour ce faire, la compagnie entend bien profiter de ses ressources et de son expertise dans le domaine du pétrole brut lourd (heavy oil) qui ouvre la porte à d'autres gisements forts alléchants pour ces magnats de l'or noir. Il s'avère que la Petrominerales veut sauter sur l'occasion et devenir le plus important joueur dans le domaine du pétrole brut lourd. Voici ce que l'on peut lire sur son site internet concernant une zone regorgeant de ce type de pétrole:

Petrominerales est dans l'enviable position d'être un des premiers arrivants dans la région; nous avons été capables de sécuriser une large



Image: Moira Peters

position en termes d'acres avec des engagements de travaux rationnels et des conditions fiscales hautement favorables. (...) Notre but est de hausser notre expérience géotechnique dans cette zone sous-explorée et d'être un meneur dans l'industrie émergente du pétrole brut lourd en Colombie.^v

Mais comment une compagnie avec de si grandes prétentions peut-elle s'approprier de vastes territoires et mettre de l'avant ses activités d'exploration ? Dans un contexte de conflit armé et de violente répression

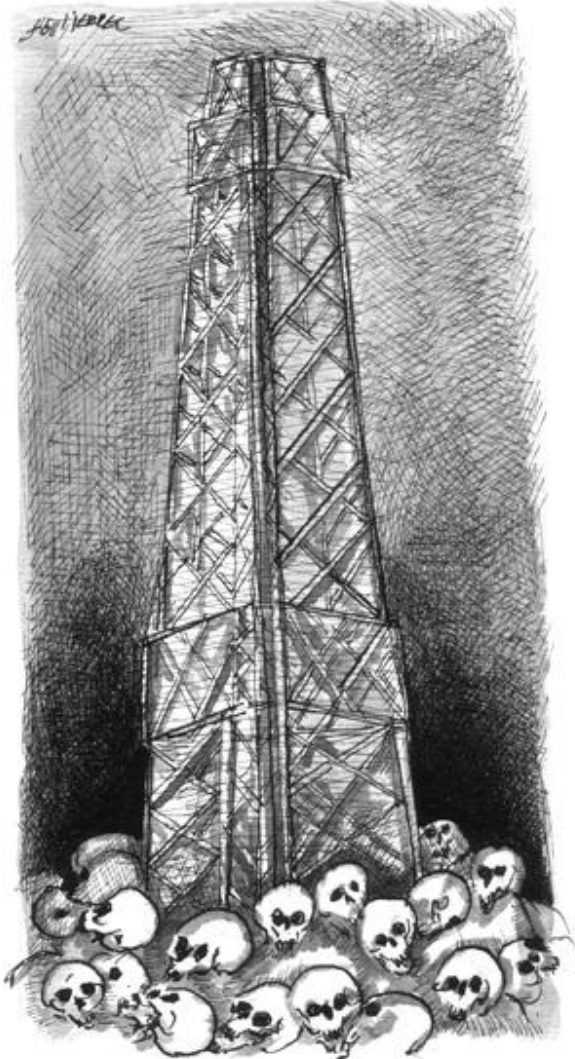


Image : Javier Gutiérrez, Revista Numero

des mouvements sociaux, comment peut-elle agir si librement ? Une seule réponse s'impose : la collaboration étroite avec l'armée colombienne, incluant la stratégie paramilitaire qui la sous-tend. À cet égard, il est intéressant de consulter la sentence finale du Tribunal Permanent des Peuples qui a eu lieu en Colombie entre 2006 et 2008. Il s'agissait d'une vaste consultation populaire indépendante permettant aux gens et aux communautés affectées par la répression systématique de l'État colombien de venir témoigner des agressions qu'elles ont vécues. Basé sur les concepts du Droit International, le TPP colombien était axé principalement sur les entreprises transnationales et les Droits des Peuples. Après plusieurs mois de consultation, les juges ont rendu publique leur sentence finale basée sur les milliers de témoignages entendus dans les différentes régions de Colombie. On peut y lire que la plus grande proportion des violations de droits humains et des crimes contre l'humanité est attribuable à l'État colombien et ses forces armées régulières et irrégulières (paramilitaires). La sentence finale dresse un portrait fort dramatique concernant la situation des terres et des droits humains:

L'exploration et l'exploitation pétrolière a provoqué le déplacement, l'expulsion ou la quasi-extinction d'une grande partie des communautés autochtones (UWAS, SIKUANES, MACAGUANES, CUIBAS, GUAHIBOS, BETOYES, BARI, COFANES, NASA, INGA, EMBERA, EMBERA CHAMÍ, SIONA, AWÁ, PASTOS, CAMSÁ, YANACONA, CAMENTZÁ) de leurs territoires ancestraux en raison de l'invasion et de la destruction de ces mêmes territoires.^{vi}

D'ailleurs, le dernier rapport de CODHES sur le déplacement forcé, affirme que ce sont plus de 380 000 familles paysannes qui ont été dépouillées de 5,5 millions d'hectares de terres de 1999 à 2007. De plus, près d'un million de personnes se sont vu forcées d'abandonner la campagne et la production agricole entre 2005 et 2009. Cela signifie que la population rurale a diminué de 9% en 5 ans à cause de la répression, ...➔

de la confrontation armée et du modèle de développement rural, passant de 10,3 millions à 9,3 millions de personnes!^{vii}

Les entreprises suivantes et leurs filiales ont été déclarées coupables par le TPP d'avoir encourager le paramilitarisme et les pratiques génocidaires en Colombie : Coca Cola, Nestlé, Chiquita Brands, Drummond, Cemex, Holcim, Muriel mining corporation, Glencore-Xtrata, Anglo American, Bhp Billington, Anglo Gold Ashanti, Kedhada, Smurfit Kapa – Cartón de Colombia, Pizano S.A. y su filial Maderas del Darién, Urapalma S.A., Monsanto, Dyncorp, Multifruit S.A. filial de la transnacional Del Monte, Occidental Petroleum Corporation, British Petroleum, Repsol YPF, Unión Fenosa, Endesa, Aguas de Barcelona, Telefónica, Canal Isabel II, Canal de Suez, Ecopetrol, Petrominerales, Gran Tierra Energy, Brisa S.A., Empresas Públicas de Medellín, B2 Gold – cobre y oro de Colombia S.A.

Il est à noter que la filiale Petrominerales est citée dans la sentence finale du Tribunal Permanent des Peuples comme faisant partie des compagnies impliquées dans l'appropriation des richesses et la violation des droits humains en Colombie. Bien sûr, nous ne pouvons pas affirmer hors de tout doute raisonnable que la compagnie Petrominerales est responsable de tel crime contre l'humanité ou de tel déplacement forcé dans telle région ou à tel moment. Mais nous pouvons facilement faire les liens entre les différents éléments qui composent la réalité. D'un côté, les massacres et les déplacements forcés poussent des populations à fuir une région, et simultanément arrivent une compagnie pour exploiter les ressources dont regorge cette même région. Cette équation peut paraître simpliste à première vue mais les faits demeurent qu'une filiale de la compagnie canadienne Petrobank est active dans une région où la population locale est victime d'une répression militaire sauvage et qu'elle arrive à multiplier les profits dans un pays où les inégalités sociales et l'appauvrissement ne cessent d'augmenter.

Devant ce constat, nous ne pouvons rester ni indifférents ni muets. Nous devons dénoncer les dirigeants de ces compagnies capitalistes qui profitent de la guerre pour enrichir leurs actionnaires. Devant leurs discours mensongers et trompeurs d'économie globale, de modernisation et de créations d'emplois, nous devons crier haut et fort Ya Basta !!! Nous voyons bien que la mondialisation capitaliste ne profite qu'à une infime minorité alors que la vaste majorité doit survivre dans la pauvreté et la précarité. Nous voyons bien que ce système ne peut pas être humanisé ni réformé. Appuyons les communautés colombiennes qui luttent quotidiennement contre l'imposition de ce modèle économique dévastateur. Leur lutte est aussi la nôtre pour le droit à la Vie, au Territoire et à l'Autodétermination !!!



i « La compagnie canadienne Petrobank et son implication dans les crimes d'État en Colombie », La Piedra en el Zapato, no 4, mars 2008. Disponible en ligne : www.pasc.ca/spip.php?article333

ii Rapport de la compagnie Petrominerales pour le second trimestre de 2007 : www.petrominerales.com/webdocs/financials/2007/Petrominerales_2007_Q2.pdf (page 2).

iii Voir le site web de Petrominerales; www.petrominerales.com/operations

iv www.petrominerales.com/operations/block-acreage-summary

v www.petrominerales.com/operations/llanos-heavy-oil

vi Dictamen Final Audiencia Tribunal Permanente de los Pueblos, Colombia, 21-23 de julio de 2008, p. 16. Disponible en ligne: www.colectivodeabogados.org/DICTAMEN-FINAL-AUDIENCIA-TRIBUNAL

vii Boletín informativo de la Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento, Número 76, Bogotá, 27 de enero de 2010. www.codhes.org

CARACTERIZACIÓN DEL MOVIMIENTO ESTUDIANTIL DE LA UIS EN EL MARCO DEL ESCÁNDALO GENERADO POR LOS NEXOS DEL RECTOR CON LOS PARAMILITARES DEL PAÍS

FELIX: Doctor, Doctor Camacho

RECTOR: Sí, sí con él.

FELIX: Con él personalmente?

RECTOR: Sí señor

FELIX: Cómo está Doctor?

RECTOR: Con quién hablo?

FELIX: Con Félix, cómo le terminó de ir?

RECTOR: Pues bien, bien afortunadamente.

FELIX: Disculpe si de pronto lo hice esperar, se me presentó un inconveniente...estaba recibiendo una comunicación y por eso no lo había ubicado.

RECTOR: No hay ninguna dificultad, cuénteme.

FELIX: A ver señor Camacho seguimos el paso a seguir, ya se codificó el positivo, le quedamos altamente agradecidos, seguimos con lo que veníamos haciendo... ¿no? Necesito que me haga un favor, usted tiene conocimiento pleno, información de los nombres de las personas que en este momento están realizando el papel de digerir (sic), o producir o llevar a cabo a que los muchachos estén siguiendo estos pasos de izquierda?

RECTOR: Hm, pues digamos que...

FELIX: Usted sabe que hay untados

RECTOR: Hm cómo?

FELIX: Usted sabe y yo sé que hay algunos profesores que están jodiendo con la vaina. Hmmm, es decir, vea doctor yo le voy a ser sincero, esto aquí se va a realizar es un plan pistola. La gente que está realizando eso, nosotros vamos a proceder contra ellos. Yo necesito que usted me colabore con el listado de la gente que usted cree que no está de acuerdo con lo que en la universidad se está realizando, sino que por el contrario quieren surgir cosas de izquierda, cosas que no van a traer beneficio a la población civil.

RECTOR: Si lo que yo puedo informarle, es de personas que son como líderes estudiantiles y han estado como al frente del movimiento

FELIX: Eso es lo que quiero, por favor con nombres claros si los tiene o dígame cuando los tiene y cómo podemos recoger esa información, no solamente educadores, si hay estudiantes, necesito una lista porque se va a realizar un plan bala...¹

1 Conversación del rector de la UIS con Felix, presunto paramilitar.
<http://www.youtube.com/watch?v=1WPDafs0zYI>

Esta es la entrevista de publicación anónima en la que el rector de la Universidad Industrial de Santander, Jaime Alberto Camacho Pico, habla con un paramilitar llamado Felix sobre la entrega de los

nombres de estudiantes y profesores activistas que se oponen a las directrices académicas y económicas que se establecen para el desarrollo de la universidad en el contexto del actual gobierno. Esta entrevista→

2 Plan de desarrollo institucional 2008-2018.

<http://cardenal.uis.edu.co/documentos/pdi%282008-2018%29.pdf>

3 Reunión de todos los estudiantes en la plazoleta central, mientras los edificios de Universidad se encuentran cerrados para garantizar la asistencia de todo el estudiantado.

4 Es de resaltar que la reelección es un tema actual en el país, puesto que el presidente quien llegó al poder en el 2002 cambió la Constitución para poder ser elegido por segunda vez y ahora esta en marcha el referendo que apunta a una tercera reelección.

sale a la luz pública en el mes de abril de 2008 y las personas de las que se habla allí, a quienes quieren callar con el plan pistola, son los estudiantes y profesores que en abril de 2007 organizaron las protestas contra el plan de desarrollo institucional² y participaron en las mesas de diálogo para presentar una propuesta diferente que beneficiara a los estudiantes y al pueblo en su conjunto y no solo a los dueños del capital, cuyo objetivo es mercantilizar la educación y ponerla al servicio de los intereses financieros de la empresa.

Transcurrió un año para que la gente conociera los planes de asesinato de los líderes de izquierda de la universidad por parte del estado, situación que no fue acogida con gran sorpresa por parte de los estudiantes y profesores, ni por la comunidad en general pues esa ha sido siempre la estrategia del Estado para silenciar toda opinión diferente, el gobierno desde siempre ha masacrado, desaparecido y borrado del mapa a aquellos que han trabajado por defender las causas sociales. Ni la sorpresa, ni el asombro caben ya en la mente y en corazón de una sociedad acallada históricamente a machete y balazo, el sentimiento es de rabia y decepción para algunos y para otros la consecuencia lógica de una cadena de hechos originados en una institución de un país gobernado por paramilitares que actúan protegidos por la eficacia de la impunidad.

Cuando se conocieron los vínculos del Rector con los paramilitares, los estudiantes respondieron con asambleas³, cierres y marchas. La exigencia era la renuncia del rector con la consecuente investigación de la relación de éste con el paramilitarismo y la reforma de los estatutos para que los estudiantes pudiesen votar de manera directa en las elecciones de éste, puesto que hasta ahora sólo pueden participar en una consulta de opinión. Un sector de profesores, por su parte, también se reunió en asambleas a las que llamaron al rector a rendir cuentas y en donde le cuestionaban sus presuntos nexos con el paramilitarismo. El rector respondió que él no tenía ningún vínculo con los paramilitares y que la grabación correspondía a un plan en el que él debía participar para capturar al paramilitar. La respuesta de las directivas ante las exigencias de los estudiantes fue el cierre de la universidad, la cancelación del semestre académico, y la reelección del rector⁴. Ante ésta arbitraria decisión, los estudiantes una vez más se movilizaron tomándose una iglesia de la ciudad, la Sagrada Familia, para exigir que la Universidad y el semestre fueran reabiertos. Con este hecho, las directivas lograron desviar la atención del centro del problema: que la universidad estaba dirigida por administrativos con nexos paramilitares e hicieron que el problema y su solución giraran en torno al cierre y a la apertura de la Universidad. La pregunta que surge es por qué no se logró el objetivo de destituir al rector por sus nexos con los paramilitares, y dar un debate abierto en torno al poder del paramilitarismo como mecanismo estatal de control social en la universidad y en el país?

Para conseguir objetivos políticos, es necesario conseguir la unidad en torno a objetivos y a formas de lucha todo dentro de un claro análisis de la situación política dada, y el actual movimiento estudiantil no tiene ni lo uno ni lo otro. El movimiento estudiantil actual, si es que al menos puede llamarse

así, está dividido entre personas con distintos análisis de la situación política del país que actúan en torno a la coyuntura y tratan de darle solución desde sus diversos intereses. Se trata por un lado, de una izquierda desorganizada y sin un ejemplo que logre generar consensos, que no tiene influencia en la mayoría de los estudiantes, y por el otro lado, de una derecha que se atreve ahora a actuar ya que siente el respaldo de las directivas y del gobierno.

Dentro del primer grupo circulan el pensamiento crítico hacia los proyectos del Estado que busca mercantilizar la educación y ajustar la universidad al modelo económico capitalista, la creación de grupos paramilitares para sembrar terror y mantener el orden social establecido para llevar a cabo los mega-proyectos. También hacen parte de este grupo los que piensan que el problema de la universidad está completamente ligado a la economía y a la política del gobierno y que proponen una educación que tenga como objetivo la auto-determinación del país, que debata sobre si la educación debe estar diseñada para servir a las empresas o a la gente, y que tenga como objetivo el despertar político para que la gente pueda ser la gestora de los procesos de cambio. En el segundo grupo están aquellos que quieren promover un movimiento estudiantil desde arriba, vocero y apoyo de las propuestas de vincular la universidad a la empresa, de convertirla en un centro masivo de educación de precaria calidad, todo por el lucro inmediato. Para estos fines desconocen por completo las nefastas consecuencias que el sistema económico causa en la gente y hasta apoyan los mecanismos de control

para-estatal (paramilitares y Estado) porque garantizan el desarrollo sin obstáculos de los proyectos económicos.

En este orden, los primeros actúan proponiendo marchas, asambleas, mítines en los que algunas veces se reivindica la violencia para enfrentar las agresiones del Estado. Propuestas que no tienen una gran influencia en las bases de estudiantes. Ahora podemos preguntarnos el por qué de la falta de influencia en las bases en un contexto social liderado por el capital y sus asesinos a sueldo que lo protegen. Y es que los de arriba han sabido hacer el trabajo, han utilizado la lucha armada de la guerrilla, a quien etiquetaron de terrorista, para etiquetar a su vez a todo aquel quien proponga una idea de cambio, cualquier persona que manifieste su oposición es señalada como terrorista, digna de ser aniquilada por los ejércitos paramilitares de control social. En esta lógica han señalado, perseguido, asesinado y desaparecido estudiantes rebeldes, han utilizado los medios de comunicación para desacreditar toda forma de lucha, para promover el individualismo y hacer fantasear a la gente con una vida digna dentro del sistema económico actual pese a que la realidad muestra que éste sólo genera miseria. A fuerza de repetir escándalos paramilitares y casos vergonzosos de corrupción han hecho que estas formas de gobierno sean aceptadas como parte normal de la dinámica de la sociedad y dentro de toda esta afanosa manipulación, los estudiantes no tienen espacio para el debate que lleve a tener una clara comprensión política de la situación nacional.→



5 En Colombia la estructura del poder paramilitar ha manipulado las instituciones encargadas de la administración de la justicia lo que hace que todos los casos de violaciones a los derechos humanos y los nexos de representantes del poder con paramilitares queden sin un debido proceso de investigación y castigo. Véase como ejemplo la absolución de cargos de militares involucrados en asesinatos de civiles para presentarlos como guerrilleros muertos en combate, llamados falsos positivos.

No son los tiempos de AUDESA, gran movimiento estudiantil de los años 70, construido desde abajo, con profundo y claro análisis de la situación política, con gran influencia en los estudiantes y en la gente de afuera. En esa época se tenía como referente de lucha a las guerrillas nacionales, alzadas en armas y que proponían la toma del poder desde y para el pueblo y al mismo tiempo la activa participación de diversos sectores sociales permitía pensar en un papel protagónico de la gente en las transformaciones sociales. En este momento el movimiento no tiene los mismos referentes de lucha puesto que ahora, según el gobierno, las guerrillas son terroristas y el móvil del gobierno es exterminarlas y con ello a todo lo que oponga resistencia. Además, las guerrillas no tienen un plan de lucha que logre unir al pueblo y tampoco existe una propuesta de izquierda organizada en el país. Estamos en un momento de crisis paramilitar dentro de un ambiente de total impunidad⁵, en el que el gobierno, apoyado por Estados Unidos, ha creado estos ejércitos de asesinos para controlar cualquier expresión de organización y lucha que puedan originar cambios cualitativos y cuantitativos en beneficio de la gente. El resultado es un sistema en continua crisis que distrae a la gente de las causas fundamentales⁶, que canaliza sus aspiraciones a lo inmediato y que empeora gradualmente vidas humanas.

Finalmente, dentro de este contexto existen estudiantes que plantean que es necesario dejar de ser engañados y luchar desde abajo contra el poder instaurado y para esto trabajan por mostrar las causas fundamentales de los problemas. Proponen forjar un movimiento de estudiantes que se una a la gente y cuyo objetivo sea una transformación radical de la sociedad. Existen las ideas, pero no existe una real y gran influencia en las bases. Un desafío enorme que sin embargo no desalienta a algunos estudiantes, mujeres, obreros, campesinos y desemplead@s, que aún siendo minoría, amenazados y fuertemente reprimidos, se empeñan tercamente en desafiar la impunidad insitucionalizada y en construir una sociedad mas justa.

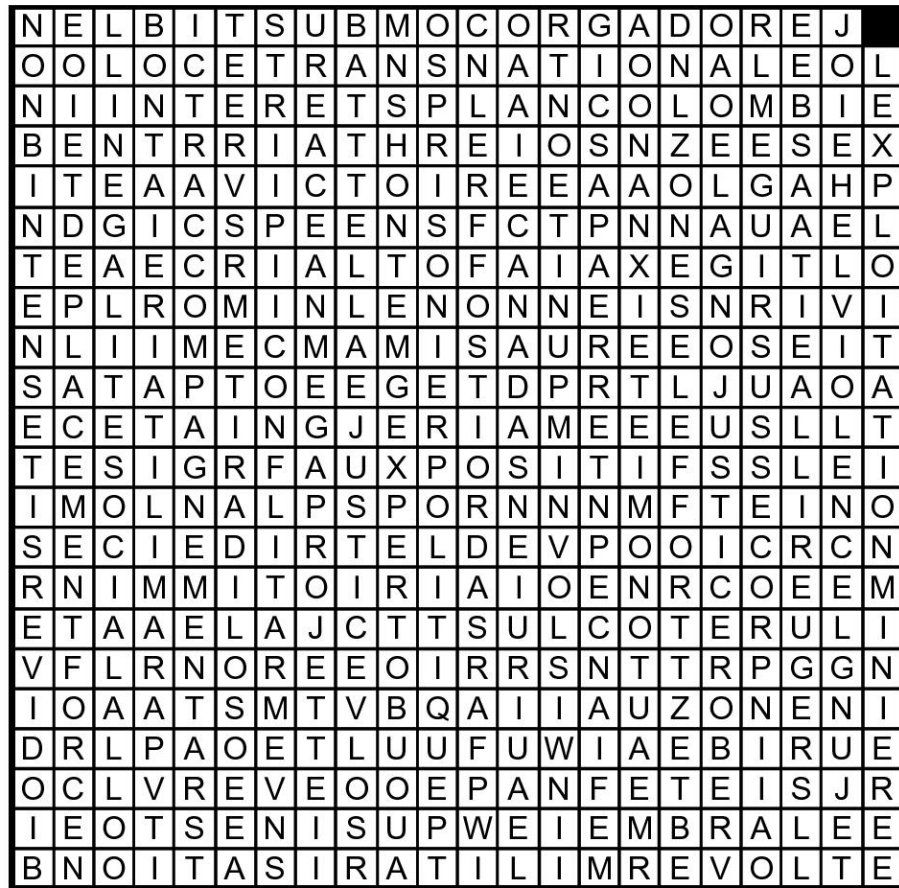


6 Ejemplo de esto es el vuelco que le dieron las directivas a los objetivos del movimiento de estudiantes de hacer renunciar al rector por sus nexos con paramilitares. Las directivas cerraron la universidad y el desarticulado movimiento estudiantil centro entonces su lucha en la apertura de la universidad y dejó de lado su objetivo principal, la renuncia del rector y el amplio debate y lucha contra el paramilitarismo. Una vez más éste escándalo no fue resuelto, no hubo ninguna investigación por parte de las autoridades competentes, fue suspendido en la impunidad.

MOTS CACHÉS DU PASC !!!

Les mots de cette liste se retrouvent dans le quadrillé (sauf ceux entre parenthèses). Après avoir barré toutes les lettres des mots de la liste, vous apercevrez dans le quadrillé la fin d'une citation célèbre de Lila Watson, activiste aborigène australienne, dont voici le début:

«Si vous venez pour m'aider, vous perdez votre temps, mais si vous êtes venu parce que votre...»



ACCOMPAGNEMENT	EAU	JOIE	PALME	TERRE
APPUI	EXPERT	JUSTICE (2 FOIS)	PLAN COLOMBIE	TRANSNATIONALE
ADORÉ	ÉCOLO	JUNGLE	PARAMILITAIRE	TOUT
AUTONOMIE	EXPLOITATION MINIÈRE	LÉGAL	POURQUOI	URIBE
AGROCOMBUSTIBLE	EFFORT	MÉFIANCE	PASC	USA
ANXIÉTÉ	FAIM	MILITARISATION	PRISONIER POLITIQUE	VICTOIRE
BIODIVERSITÉ	FÊTE	MEGA PROJET	PÉTROLE	VIOLENCE
CANADA	FAUX POSITIFS	MORT	PROCESSUS	VIE
CRI	FEU	NON	PEUR	WAWA
CONFLIT ARME	GUERILLA	OFFRE	RAGE	ZONE (stratégique)
CRIME	HAINE	ORGANISATION	RÉVOLTE	ZONES
DÉPLACEMENT FORCÉ	HONTE	OR	RÊVE	(humanitaires)
DROITS	IMPUNITÉ		RIRE	
DETTE	INTÉRÊTS (économiques)		SANG	
	INÉGALITÉ SOCIAL		SOLIDARITÉ (directe)	
	INVISIBLE		SAVON	
	INTENSE			

Liliana Obando:

A new witch-hunt against the Political Opposition in Colombia

Women's Prison, Bogotá, Colombia.

September 3, 2008

As at no other time in the life of the nation, the loss of credibility of public institutions now has a direct correlation with the mafia style of governance.

Para-politics is the crime of bribery that favoured Uribe's re-election; it is the links between government officials, the district attorney office and State security with the cartels of the paramilitary mafia; the failed "process" of demobilization of the paramilitaries and the strange extradition of paramilitary bosses closing off the possibility of knowing the truth demanded by their victims; the repeated attempts of the government to undermine the autonomy and the independence of the justice system particularly, the Supreme Court of Justice; the politicization of the office of the Attorney General in favour of the government; the military incursions outside the national territory and the unfortunate diplomatic handling of matters with the progressive governments of the region. These are just some elements that provide evidence of the lack of governability in the country and call into question the existence of real democracy.

Neither the Colombian people, nor the international community find it strange that the Colombian government resorts to manoeuvres and smoke screens every time it confronts a new scandal providing evidence of its illegality and illegitimacy.

On this occasion the Uribe government, in a rehash of the darkest days of state terrorism, has unleashed another "witch-hunt" against the political opposition. Last May 22, in a public address to the press the Attorney General of the country, Mario Iguarán, and the Defence Minister, Juan Manuel Santos, announced the beginning of the process that has been called "farc-politica" [1]; a judicial process derived from emails supposedly found on the computer of the late leader of the FARC, Raul Reyes, after the military incursion into Ecuadorean territory last 1st of March 08.

After this, they proceeded to read a list of the persons presumed to be implicated in the

supposed emails. They were all leaders of the national and international opposition: members of congress, academics, journalists and other well-known personalities.

On the 8th August, it was published in the mass media that an investigation was opened with an order for my capture, as one of those mentioned on the list of the "farc-politica". A few hours later, my place of residence was raided and I was taken away under "preventative" arrest. I was then taken to the facilities of the Anti-terrorism Unit of DIJIN (judicial police) and six days later, jailed at the Women's Prison in Bogotá.

During the raid conducted by the DIJIN on my home, a number of irregularities took place which today I would like to publicly denounce:



- My young children (5 and 15 years old) were filmed without authorization.
- My 15 year old son was verbally abused and intimidated. On many occasions during the raid he was queried, and I quote, "are you going to follow in your mothers foot steps?"
- The illegal seizure of personal items and documents belonging to my mother and children (bank statements, passports and laptop) that had no connection to the proceedings against me.
- The manipulated filming and later the leaking to the press of documents and books freely available for public sale that were presented in the media as subversive propaganda.

• The aberrant seizure of public documents like the constitution of the Communist Youth, other documents referring to the Communist Party, a book with the title "Bolivar for Children", etc and even the absurd action of taking a school assignment belonging to my son, who is in year 9, that deals with the Colombian conflict.

It warrants attention as to how, the images taken during the raid were so "efficiently" distributed to be widely published by the media even before the raid had finished, while the captain of the DIJIN told me that "they would make me nationally and internationally famous."

While unaware of the details of the judicial process initiated by the Anti-terrorist Unit against me, which is also an illegal practice that violates due process and the presumption of innocence while under investigation is lost, the state intelligence and the juridical authorities in charge also systematically leaked to the media – in particular to the EL TIEMPO newspaper – some of the supposed emails and defamatory statements against me, such as the supposed intimate relationship with the assassinated leader of the FARC, Raul Reyes. I denounce and reject this irresponsible and clearly ill-intentioned defamation that has been presented publicly against me, violating my dignity, my honour and my right to privacy as a woman and as a mother, as a professional and an activist of the left. I do this also because it is part of the government's insidious strategy to damage the image of revolutionary organizations and their leaders.

I would also like to denounce publicly how violating the Penal Code penalises my fundamental rights as the head of my family and those of my children. The Attorney 19 of the Anti-terrorist Special Unit, Nancy Esperanza Pardo Bonilla has denied my right to home detention. A decision we reject and with my defence team we are appealing against it.

I also publicly denounce and express my profound concern at the surveillance that my 15 years old son has become victim of since my detention.

I hold the government and its security forces directly responsible for any actions that harm the physical and moral integrity of my family or mine.

I request the solidarity of all progressive and human rights organizations and ask them to take the necessary measures for the protection of my family.

It is very clear that the so-called process of FARC

« Para-politics is the crime of bribery that favoured Uribe's re-election; it is the links between government officials, the district attorney office and State security with the cartels of the paramilitary mafia...»

POLITICA is more an act of political persecution than a legal case and that it is full of illegalities. With my defence team we have decided:

1. Not to recognize the supposed emails found in the computer of the late leader of FARC Raul Reyes as evidence against me because, these emails were obtained from an illegal military action on 1 st March organized outside the national territory and violating Ecuadorean territorial sovereignty since this action had no authorization from either the Ecuadorean government or police or the judicial authorities of that country.

2. To reject the emails as valid evidence against me, not only because they were obtained after an illegitimate act of war in which civilians and guerrillas who were in the camp of Raul Reyes were murdered as it was recognized by the Organization of American States (OAS) but also because a cloud of doubt exists over their veracity and the manipulation they were subjected to.

3. Publicly denounce the Office of the Attorney General for starting the process of accusations against many leaders of the opposition and national and international personalities based only on the supposed emails illegally obtained that lack validity as evidence.

4. Publicly denounce Judge 60 of the Bogotá Control of Guarantees for validating the illegally obtained evidence.

5. Denounce the report of the Judicial Police for ideological falsehood, expressing the facts that took place on 1 st March 2008 in a misleading way from the computers presumably obtained and that are now used with the intention of accusing us.

6. To turn to international organisations due to the lack of credibility and legitimacy enjoyed by those responsible for justice in Colombia.

Before the national and international anti-terrorist crusade the Colombian government had already begun organizing against the political opposition. It is not indifference or fear that immobilizes and ➔

EXTRADITION: WAR ON TERRORISM AND DRUG TRAFFICKING?

gags or a weak attitude or lack of solidarity that will keep us safe. It is not by denying the political fighters or revolutionary organizations or the struggle of the people that will lead us out of the 'dark night'.

Only unity in action, mobilization, solidarity and adherence to revolutionary principles allows us to confront the difficult moments and advance towards the construction of a real democracy, and political inclusion and the long yearned for Peace with Social Justice.

Finally, I would like to thank all the expressions of solidarity made by national and international, trade unions, social, political and human rights organizations as well as all those committed to social justice.

I thank those that have recognised my work as an academic and social activist in the defence of human rights in pursuit of peace with social justice for our country.

Here we carry on with high morale in this new battle because the imprisonment of our bodies does not mean the renunciation of our ideals or our principles which remain free.

Faternally,

Liliany Obando
Political Prisoner
Prisoner of conscience
Communist activist
Survivor of the genocide
against the
Union Patriótica



More than 1,000 people extradited during the era of Colombian President Uribe: A mark of pride of which he boasts regularly. A matter of nostalgia for thousands of families who have had to suffer the uprooting of their loved ones. An embarrassment for the Colombian justice system which is not able or refuses to judge its own citizens. A disappointment for the people of the United States who watch the inundation of their prisons with supposed "drug lords" even as the profitable narcotics business continues in Colombia in full force, supplying masses of cocaine to the streets of New York, Miami, Los Angeles and Washington. And an offense against the Colombian people who are faced once more with a government that does not respond to their needs but rather to the interests of imperialist governments.

A logical reflection is called for: Have anti-drug politics, led by the self-interest of North American imperialism, perhaps failed? The answer is clearly yes. In the United States congress, Republicans and Democrats joined forces to begin the process of revising their anti-drug policies in Colombia. Pay careful attention to the fact that both parties (Democrats and Republicans) approved a project that purports to create a commission of well-known figures who are to watch over the execution of the anti-narcotics strategy.

Eliot Engel, president of the US chamber subcommittee for the western hemisphere, and Connie Mack, the highest ranking Republican of said committee, have said that the time to design a new strategy for their anti-drug politics in Latin America has arrived. This statement indicates that those at the highest levels of imperialist power are conscious that the reasoning behind the so-called "war on drugs," which they have justified to the point of military intervention in Colombia, is unsustainable. This will oblige them to re-explain in detail certain aspects of their interventionist strategy, even as we know direct intervention will continue because this is part of their nature. For proof, one has only to recall that President Uribe subscribed without objection to military cooperation agreements with the US government, including the permanent stationing of troops in aircraft, ships, and military bases, in addition to the immunity of the US military in Colombia.

It is important to note that not only the practice of extradition and the presence of North American military bases in Colombia, but also the "Free" Trade Agreements and the (violent and legal) repression of those who rebel, are all part of the same strategy to guarantee imperialist control not just in Colombia, but throughout Latin America.

The time has arrived to advance a strong campaign that shows the governments of North America and the world that a large percentage, if not all, of those extradited by the Colombian

government on charges of drug trafficking are not the great drug lords they would like them to appear to be, nor are they the owners of Colombian drug export companies. The fact that the real mafias continue intact, and that these mafias have been closely linked to the paramilitary, the governing classes of Colombia, and to the "Cartel of Three Letters" (read: DAS, the Colombian government's intelligence agency) is proof of this.

The time has arrived to denounce that President Uribe, today, extradites Colombian citizens that have not sent even a gram of cocaine to the U.S. and also permits the judgment of narco-paramilitaries in U.S. courts, in order to hide the ties the Colombian government and its institutions have with these criminal groups. Such practices create many victims.

Colombian society, legislature, and judiciary must take action on this issue: Extradition is synonymous to the Colombian state's dependence on imperialist powers, which is to say that it is about a larger issue: it also serves to silence truth and rebellion, and while it has been a fact for some, it constitutes a threat for those who remain.

Today North American and Colombian governments say that extradition will be utilized as part of the "war on terrorism," and that in accordance with this use, the extradition of members of the insurgent groups FARC (Revolutionary Armed Forces of Colombia) and the ELN (National Liberation Army) is justified, with the purpose of smothering the spirit of the struggle of the Colombian people. But under the banner of "terrorist", the persecution of all those not on side with the government has also been justified.

It is not only the left in Colombia that is subject to persecution, but rather whoever rebels against the aplanadura Uribista: what some have labeled

President Uribe's quashing of all dissent. Jose Obdulio Gaviria, spokesperson for the Colombian government, states in his opinion columns that whoever critiques and opposes the government is allied to terrorism, is forgiving towards terrorism, is an ideologue of terrorism, and will certainly end up being treated as a terrorist. The public accusations towards the opposition based on this malevolent theory of this fascist regime will cause many people to suffer the consequences of the "war on terrorism" and could, under this logic, be extradited.

It is clear that this fight against terrorism is one more excuse to justify the repression and the limiting of the rights of the people. The justification for the extradition of Colombians to the US is the same justification used by President Uribe to go beyond his discretionary capacity in the navigation of external relations to sign an agreement with the US government to station of US troops and military equipment in Colombia, which obviously goes far beyond a simple addition to the agreements and treaties signed in 1959.

Here you have the real motivation of the US and Colombian governments' politics of extradition: to maintain control and "ensure the security of the hemisphere," as the Comando Sur puts it in his "Strategy for Latin America up to 2013." It is for this reason that extradition and Colombia's dependence on imperialist interests must cease.

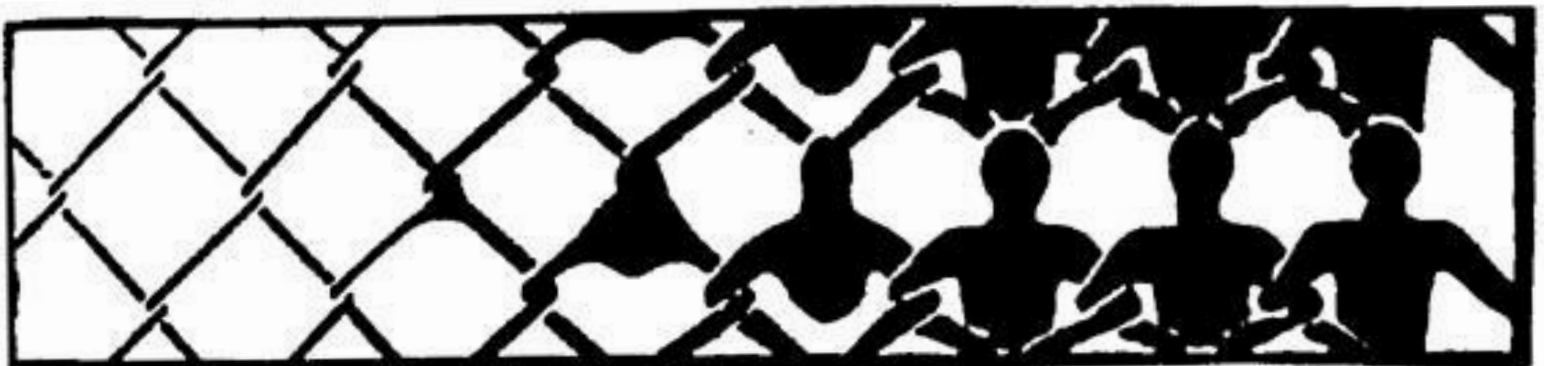
A voice of courage from my prison for all Colombian victims of extradition.

Strength, resistance and dignity.

Efrain Guerrero Sanchez, political prisoner.
Combata, November 2009.



traduit par Catherine Kendler



néanmoins dû passer injustement de longs mois en prison et dont la situation de sécurité à leur sortie est très vulnérable puisqu'ayant été « ciblés » par le gouvernement comme collaborateurs de la guérilla, ils deviennent souvent « objectif militaire » des paramilitaires.

Récemment, Uribe a affirmé que « lorsque les narco-terroristes (se référant à la guérilla) se retrouvent pris au piège et affaiblis militairement, ils envoyaient leurs émissaires idéologues pour agiter la bannière des droits humains ». Comme autant d'autres fois, lors des grandes mobilisations autochtones nationales en 2008 ou étudiantes en 2009, il s'est efforcé à faire le lien entre organisations populaires civiles en

« Vous avez le droit de critiquer le gouvernement et ses politiques, mais vous serez stigmatisés publiquement, menacés de mort, accusés judiciairement ou assassinés. »

résistance, guérilla et terrorisme, afin de justifier la future répression physique ou la persécution judiciaire contre elles. D'ailleurs, en mars 2009, un rapport de Human Rights First, dénonçait cette pratique généralisée consistant à accuser sans fondements des personnes et organisations qui critiquent les politiques du gouvernement, afin d'entacher leur image, de faire perdre la crédibilité à leurs dénonciations ou même de préparer l'opinion publique afin de procéder à leur criminalisation. Il y a actuellement plus de 7200 prisonniers politiques en Colombie et la majorité d'entre eux, environ 70%, sont des civils.

Dans ce contexte, les organisations de droits humains et autres organisations sociales avec qui nous travaillons ne font pas exception ; elles sont aussi victimes de menaces de mort, d'accusations publiques et de montages judiciaires. C'est le cas de la Comisión de Justicia y Paz, organisation de défense des droits humains colombienne avec qui nous travaillons depuis 2003 auprès des communautés afrodescendantes et métisses du Jiguamiando et du Curvarado dans le Bajo Atrato. En 2003, le Général de l'Armée colombienne

Jorge Enrique Mora Rangel, avait tenu une conférence de presse lors de laquelle il accusait la Comisión de Justicia y Paz de maintenir les communautés enfermées dans des camps de concentration baptisés Zones Humanitaires, servant de lieu de trafic de drogue, d'armes et de recrutement aux FARC. Cela mena à l'ouverture du premier processus judiciaire à l'encontre de membres de Justicia y Paz. En 2005, quelques mois à peine après que les fausses accusations soient finalement tombées, une nouvelle tentative de criminalisation de Justicia y Paz s'amorça. Cette fois, le nouveau montage judiciaire, en plus de porter des accusations contre des membres de Justicia y Paz et des communautés du Jiguamiando, allait jusqu'à faire allusion à de prétendus liens entre une membre du PASC ayant été sur le terrain en 2003 et 2004 et les FARC ! Suite à de nombreuses pressions politiques nationales et internationales,

ainsi qu'au travail des avocats de la Commission, ce processus judiciaire fut finalement mis sur les tablettes en 2006. Malgré cela, on alla de l'avant avec d'autres montages judiciaires, dont le 2022 encore actif aujourd'hui, suite auquel des mandats d'arrêts injustes et arbitraires ont été émis à l'encontre de plusieurs leaders des communautés du Jiguamiando. Il s'agit évidemment d'une stratégie efficace pour empêcher les principaux leaders des communautés de dénoncer le gouvernement à Bogota ou à l'étranger. Pendant ce temps, ce dernier maintient sa complicité avec les « entrepreneurs-paramilitaires » qui ont d'abord vidé le territoire collectif des communautés à feu et à sang entre 1997 et 2001 pour ensuite y implanter le projet de palme africaine destiné à l'exportation d'agro-combustibles.

Depuis octobre 2008, une nouvelle vague d'intimidation et de stigmatisation publique fait rage. Elle a débuté par une série de menaces de morts reçues sur les cellulaires de membres de l'équipe terrain de Justicia y Paz dans le Bajo Atrato, dont a été témoin une membre du PASC sur le terrain. Cet épisode s'est soldé par



l'enlèvement, en novembre 2008, d'un des membres de l'équipe terrain aux mains des paramilitaires. Heureusement, celui-ci fut relâché quelques heures plus tard, mais les menaces de mort continuèrent et s'accompagnèrent d'une vaste campagne de désinformation médiatique. Les « paramilitaires-palmiculteurs » et hauts officiels de l'Armée visés par des accusations judiciaires de déplacement forcé, usurpations de terres et autres crimes contre l'humanité, dans le cadre de procès menés par les avocats de Justicia y Paz à leur encontre, sont revenus à la charge. Ils ont fait appel à des afrodescendants de la région travaillant pour eux afin qu'ils portent des accusations publiques contre les communautés en résistance et les organisations qui les appuient, telles que Justicia y Paz, le PASC et Brigades de Paix Internationales (PBI). Ainsi les afrodescendants Adan Quinto, Manuel Moya Lara, Jaime Beitara et Graciano Blandon se promenaient depuis quelques années d'émissions télévisées en émissions de radio, de tournées à l'étranger en discours au Sénat de la République de Colombie, allant même jusqu'à la Cour Interaméricaine de Droits Humains, accusant Justicia y Paz de travailler avec les FARC. Leur travail de diffamation consistait à les accuser de voler de l'argent récolté au nom des communautés, de s'appropriier les terres pour procéder à un nouvel esclavage au service des FARC, d'empêcher les projets de développement d'entrer dans la région, de faire du « terrorisme humanitaire » et de les avoir menacés de mort pour avoir osé les dénoncer publiquement ! Malheureusement pour le général retiré Rito Alejo del Rio Rojas, responsable du déplacement forcé massif des communautés du Bajo Atrato en 1997, celui-ci s'est fait prendre la main dans le sac lorsqu'une de ses conversations téléphoniques a été interceptée en octobre 2008. Il parlait alors avec l'ex ministre de l'Intérieur Fernando Londoño, afin de lui demander de réserver une partie de son émission télévisée La Hora de la Verdad à ses « 4 petits nègres » afin qu'ils ➔

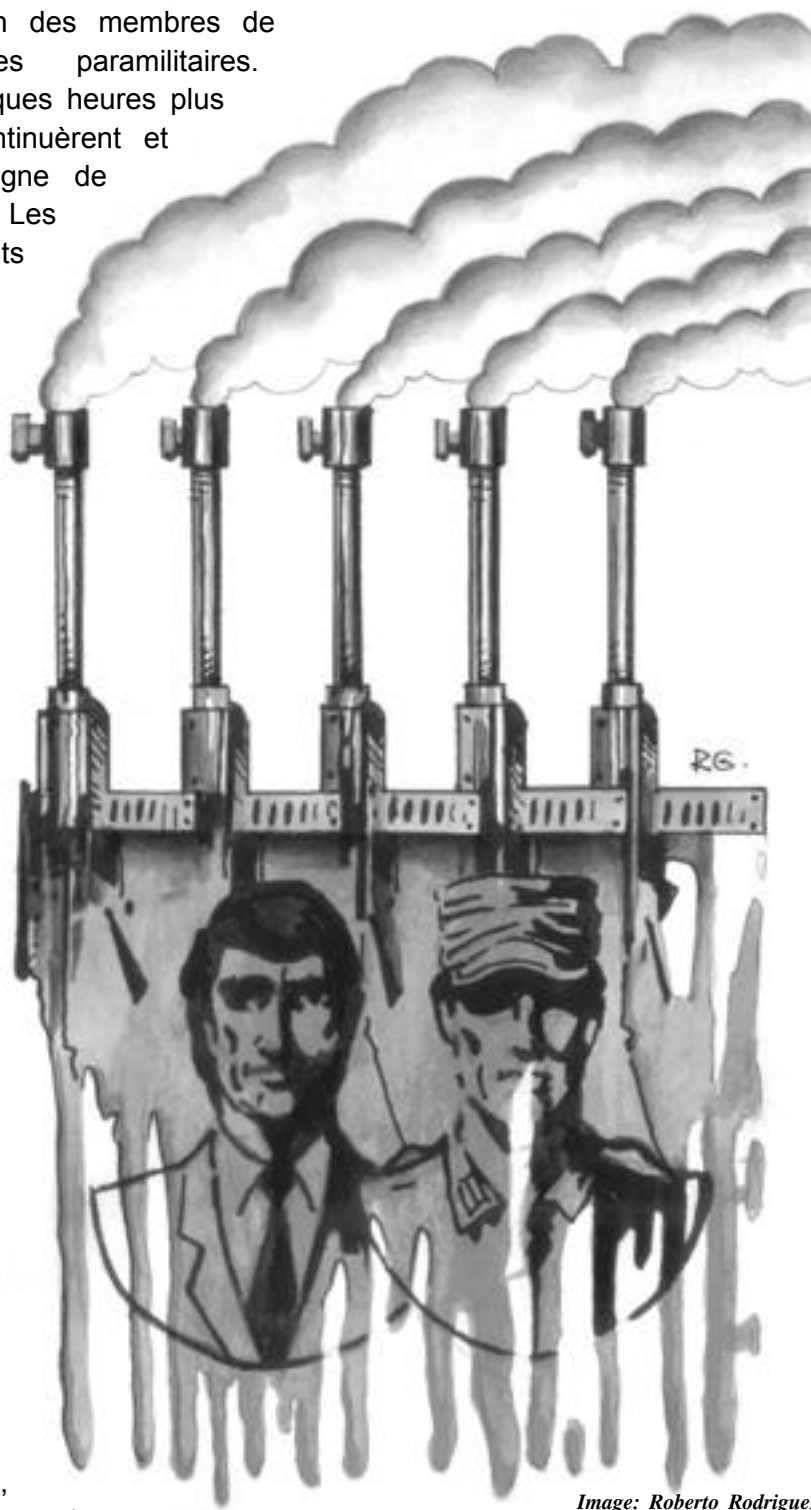


Image: Roberto Rodriguez,
Revista Numero



parlent contre Justicia y Paz. Londoño avait aussitôt acquiescé à sa requête et lui avait demandé du même souffle: « Croyez-vous que cela permettra l'ouverture d'un processus judiciaire contre le prêtre ? », faisant référence au Padre Javier Giraldo, un des membres fondateurs de Justicia y Paz. Rito Alejo del Rio avait alors répondu : « oui, certainement »...

En décembre dernier, Manuel Moya Lara, Graciano Bandon et un fils de ce dernier ont été assassinés. Selon les versions officielles ayant circulé dans les médias, ils auraient été tués par les FARC. Il y a lieu de se demander si les FARC les ont effectivement exécutés ou s'il s'agit d'un assassinat perpétré par les paramilitaires. De fait, il est possible de s'imaginer que ces derniers aient reçu l'ordre de se débarrasser de ces afrodescendants qui en savaient un peu trop et qui somme toute avaient accompli leur travail. Ils étaient peut être devenus plus utiles en martyrs que vivants. Ce serait malheureusement loin d'être le premier cas de la sorte en Colombie... La Commission de Justicia y Paz a condamné publiquement ces assassinats de civils. Malgré cela, cet événement a débouché sur un véritable tsunami d'accusations publiques à leur encontre dans les médias colombiens. Un groupe de journalistes, entrepreneurs, fonctionnaires et ex-membres du gouvernement très proches du Président Uribe, ainsi que des membres actifs et retirés de l'Armée, reconnus comme de fervents alliés du paramilitarisme, se sont unis pour accuser Justicia y Paz d'avoir fait assassiner les trois afrodescendants. Plus absurde encore, un ancien conseiller présidentiel d'Uribe, Jose Obdulio Gaviria,, est allé jusqu'à affirmer dans un article d'El Tiempo publié en décembre 2009, que le PASC était de mèche avec les FARC pour les faire assassiner.

Le ridicule de ces accusations publiques contre le PASC porterait presque à en rire, si ce n'était de la gravité des conséquences qu'elles pourraient entraîner dans un contexte où les FARC sont aujourd'hui sur la liste internationale des groupes terroristes. La stratégie qui consiste à associer les ONG à la lutte armée d'extrême gauche

transforme les défenseurs de droits humains et les accompagnateurs nationaux et internationaux en cibles pour les paramilitaires. De plus, l'expérience a démontré que les montages médiatiques précèdent fréquemment des montages judiciaires, ce qui est également source d'inquiétudes.

Le 26 février 2010, la Cour Suprême de Colombie a rendu une décision qui empêche Uribe de se présenter pour un troisième mandat à la présidence. Bien que les médias colombiens font de cet événement le symbole du triomphe de la démocratie, Uribe aura accompli lors de ses huit années de présidence l'institutionnalisation du paramilitarisme et tout porte à croire que les politiques de son gouvernement lui survivront.

Nous croyons qu'il est important de dénoncer le fait que la guerre au terrorisme, en Colombie comme ailleurs, sert trop souvent de prétexte pour mener des campagnes de « salissage » contre les organisations sociales devenues trop dérangeantes pour l'ordre établi. Des campagnes de peur menées dans les grands médias visent à faire taire la gauche ou les organisations jugées trop radicales et à leur faire perdre l'appui de la population. Ce type d'opération consistant à « démoniser » certaines organisations ou leurs membres a comme objectif d'engendrer dans la population la crainte de ces organisations ou simplement la peur d'affirmer leur appui à ces dernières. Ainsi, en associant gratuitement militants pour les droits sociaux, criminalité et terrorisme, on vise à museler les organisations, à entacher leur réputation, à leur faire perdre leurs appuis, ainsi qu'à les isoler du reste de la population. Nous ne pouvons nous laisser intimider dans nos luttes pour la justice sociale par de tels discours diffamatoires qui tentent de détourner l'attention par la désinformation. Au contraire, il faut riposter publiquement et continuer à démasquer ces pratiques de terrorisme d'État, ainsi que ceux qui en profitent au quotidien !



laissa la voie libre à l'entreprise afin qu'elle procède à l'exploration et l'exploitation de mines de minéraux de cuivre, d'or et de molybdène sur une extension de 16006 hectares, situés en partie à l'intérieur des municipalités limitrophes des départements d'Antioquia et du Chocó. Les zones d'exploitation, répertoriées aux nombres de quatre dans le bassin du Jiguamiandó, dont l'une d'elles plus directement sur un des flancs du Cerro Careperro, forment ensemble le projet « Mandé Norte ». Un projet qui couvre, dans les quatre zones d'exploitation des deux départements, plus de neuf titres miniers. Précisons que ce contrat, signé à INGEOMINAS par Muriel Mining Corporation et qui a une longévité de 30 ans, sera renouvelable pour 30 ans de plus. Mais ce n'est pas tout ; l'aire d'intervention du projet Mandé Norte se trouve à être partiellement superposée avec les territoires collectifs des communautés afrocolombiennes et les réserves des communautés autochtones Embera-Katios du bassin du Jiguamiandó.

La version officielle porte à croire qu'il n'y eut aucune opposition de la part des autochtones. Il faut pourtant préciser qu'au contraire, depuis les toutes premières analyses des sols et des rencontres municipales, les autochtones avaient communément adopté le mot d'ordre « de ne pas négocier quelconque traité avec l'entreprise » mais, qu'en dépit de cela, elles se sont heurtées à d'innombrables irrégularités arbitraires au travers du processus de consultation. Le 28 avril 2006, après avoir analysé en réunion inter-ethnique de manière détaillée les conséquences environnementales et sociales qu'aurait le projet Mandé Norte sur leurs territoires, les membres des réserves autochtones et des communautés noires manifestèrent leur désaccord face au projet et ce autant pour l'exploration que pour l'exploitation minière de la zone. Une des raisons évoquées par les communautés participantes à la rencontre était « la non-reconnaissance de leurs droits territoriaux, économiques, culturels et environnementaux et le viol du droit des communautés autochtones et noires à la "Consulta Previa" ». Elles se sont ainsi opposées dès le début à la proposition en considérant le fait que cette dernière violait leurs droits à l'autonomie et à la survie culturelle. De ce fait, en vertu de la constitution

politique de Colombie de 1991, de la Résolution no169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) et

de la Loi 70 de 1993, les peuples ancestraux comptent sur plusieurs acquis législatifs pour faire entendre leurs causes. Les lois sont bien existantes en Colombie, mais pour les entreprises privées, on les contourne, on les évite, ou encore, on les achète. Dans cette logique, l'entreprise Muriel Mining Corporation, ainsi que la Direction des Ethnies du Ministère de l'Intérieur et de la Justice, se défendent d'avoir organisé au total six réunions dites de « socialisation » dans le but d'informer au préalable sur les travaux d'exploration. Elles affirment aujourd'hui avoir obtenu



Photo PASC 2009



légalement les autorisations des représentants des communautés touchées lors de ces réunions et que ces dernières étaient conformes au protocole de consultation obligatoire prescrit par la loi et la Constitution. Conformément à la loi ? En réalité, non. L'entreprise s'est plutôt chargée de charmer quelques pions du Ministère et d'obtenir la signature de certains autochtones qui ne possédaient aucun pouvoir décisionnel et ne représentaient pas l'ensemble des communautés directement touchées par le projet Mandé Norte. Toujours dans le but d'acquiescer le consentement des autochtones, Muriel Mining Corporation utilisa des méthodes de séduction, de pression et parfois même d'intimidation, outrepassant le droit constitutionnel des afrodescendants et des autochtones d'avoir recours, comme le stipule la Résolution no 169 de l'OIT, à la « Consulta Previa ». Cette dernière doit consister en une

méthode consultative réalisée de bonne foi et être représentative des méthodes traditionnelles en matière décisionnelle du peuple dont le territoire ancestral est ciblé par un projet à développement économique.

« Le 28 avril 2006, après avoir analysé en réunion inter-ethnique de manière détaillée les conséquences environnementales et sociales qu'aurait le projet Mandé Norte sur leurs territoires, les membres des réserves autochtones et des communautés noires manifestèrent leur désaccord face au projet et ce autant pour l'exploration que pour l'exploitation minière de la zone. »

anomalies juridiques et une fausse consultation, il s'enclencha une opération militaire ayant pour but d'escorter l'entreprise Muriel Mining Corporation durant la première phase d'exploration au sommet du Cerro Careperro. La Brigade 15 de l'armée colombienne accompagna la compagnie afin qu'elle « s'y installe en toute aisance et qu'elle soit protégée, de toute part, des attaques de la guérilla ». Pour ce faire, durant plus d'un mois, les militaires et le personnel de l'entreprise ont utilisé, sans le consentement des résident-es, l'espace communautaire de Coredocito afin d'y effectuer des hélicoptages de troupes des forces régulières, de matériel d'exploration et d'exploitation minière, de travailleurs et de ravitaillement. Ils ont ensuite transité par les sentiers du Cerro Careperro et y initièrent au sommet une déforestation notable de la jungle primaire. Au cours du mois suivant, le 17 janvier 2009, face à cette militarisation illégitime de leur site sacré et l'éventuelle destruction de leur habitat naturel, les autochtones des 11 communautés affectées ont convergé, au nombre de 600, au sommet de la montagne afin d'y installer un campement temporaire et de résister physiquement face à l'usurpation de leur terre. Suite à ces actions, alors qu'un moratoire fut adopté pour une partie du projet touchant au Cerro Careperro et le retrait dit « temporaire » de l'armée fut discuté, une aide départementale en besoins sanitaires fut aussi promise lors d'une réunion regroupant des délégués autochtones,

Le 28 décembre 2008, suite à la signature d'accords comportant des



Image : Javier Gutiérrez, Revista Numero



des avocats de la Commission de Justicia y Paz et des délégués du Ministère et de l'entreprise. Cette aide n'arriva toutefois pas à temps; alors que des centaines d'autochtones affluaient vers les sites de mobilisation de Coredocito et au sommet du Cerro Careperro, deux bébés trouvèrent la mort des suites de maladies infectieuses développées sur les lieux. À plusieurs reprises, des groupes d'autochtones se virent refuser l'accès à des sentiers battus de leur propre territoire, prétextant la présence de mines antipersonnelles. Les militaires y bloquèrent physiquement l'accès et y posèrent des banderoles jaunes indiquant la présence de danger sur le site. Au moment de leur mobilisation, les autochtones ordonnèrent le retrait des militaires et de l'entreprise sur la montagne, et prirent position commune sur la date, du 24 au 27 février 2009, prévue pour la réalisation de la « Consulta Previa ». Ils reçurent l'appui de l'OIA et de l'OREGWA, deux organisations autochtones de



*Photo
PASC
2009*

l'Antioquia et du Chocó respectivement, compétentes dans la représentation de leurs intérêts au niveau départemental. Faute de pouvoir justifier leur présence devant la convergence devenue alors nationale et les infatigables efforts des autochtones pour sortir Muriel Mining Corporation du territoire, l'entreprise et les militaires se retirèrent deux semaines avant la « Consulta Previa ».

Le 25 février 2009, les résultats de cette consultation populaire qui regroupa plus de 1300 personnes sur le site de Coredocito furent unanimes: 100% des résident-es des réserves amérindiennes directement affectées et des résident-es des territoires collectifs indirectement touchés votèrent à l'encontre du développement du projet d'exploitation minier Mandé Norte sur leurs terres. L'ONIC – Organización Nacional Indígena de Colombia, organisation autochtone de niveau national, et une multitude d'autres organisations nationales et internationales appuyèrent publiquement les autochtones dans leur démarche.

Alors qu'aujourd'hui presque un an s'est écoulé depuis la tenue de cette consultation, Muriel Mining Corporation ne reconnaît toujours pas les résultats qui y furent obtenus. Les instances gouvernementales sensées défendre les droits des autochtones font fit de la situation et continuent inlassablement à détourner les structures démocratiques de concertation des communautés au profit de la grande multinationale minière. Aux dernières nouvelles émises par la Commission de Justicia y Paz et des membres de la réserve d'Urada-Jiguamiandó, le 15 décembre 2009, des hélicoptères de l'entreprise continuent à survoler la zone avec ce qui semblerait être des appareils de détection métallique. Il semble que l'entreprise, ne pouvant plus effectuer l'exploration de manière terrestre, continue de le faire par voie aérienne, ignorant ainsi les demandes légales des autochtones à l'effet qu'elle quitte leur territoire. En plus de cette menace d'occupation économique, s'ajoute la militarisation de deux des 11 communautés autochtones (Guagua et Isla) affectées par le projet Mandé Norte et la militarisation d'autres points stratégiques isolés de la réserve de Murindó par la Brigade 15. Un scénario qui laisse présager, une fois de plus, une année militarisée pour les autochtones et l'assujettissement de l'ensemble de leur territoire aux visées prédatrices de l'État colombien complice des multinationales minières.



SUITE DE LA UNE - « 7 ANS DE SÉCURITÉ DÉMOCRATIQUE... »

Le dernier rapport de l'organisation CODHES¹ fait état de chiffres alarmants ! Sous la politique de « Sécurité démocratique » du gouvernement de Uribe Velez, de 2002 à 2009, environ 2,4 millions de personnes ont été victimes de déplacement forcé. Cela signifie que sur un total de près de 5 millions de déplacés internes depuis les 25 dernières années, 48% l'ont été sous le gouvernement du président Uribe, soit dans les sept dernières années ! Malgré cela, le gouvernement continue de parler des gains et victoires sans précédents de sa politique de « Sécurité démocratique », prétendant avoir fait un « saut stratégique irréversible »... Le haut commandement militaire a même affirmé récemment que la « fin de la fin » de la guerre approchait...

Seulement pour les FARC, le Ministère parle de 19 818 guérilleros capturés, abattus ou démobilisés durant cette période, alors que leurs propres données indiquaient en 2002 qu'il n'existait alors que 16 905 membres des FARC. Ainsi, si on se fie aux chiffres officiels, les FARC seraient maintenant plus qu'exterminées... On peut alors sérieusement se demander pourquoi le gouvernement d'Uribe a signé un accord avec les Etats-Unis à la fin de l'année 2009 pour l'implantation d'au moins sept bases militaires américaines en sol colombien, avec le même objectif de lutte contre le narco-terrorisme qu'il y a sept ans !

Tout aussi incongrus, sont les chiffres officiels concernant le processus de la prétendue « démobilisation » paramilitaire. Alors que le gouvernement d'Uribe se vante actuellement d'avoir réussi à démobiliser plus de 35 000 paramilitaires entre 2002 et 2009, le Ministère de la Défense faisait état en 2002 dans ses rapport officiels de l'existence de 12 000 paramilitaires ! Il est plus qu'évident qu'on a voulu gonfler les chiffres... Comme l'a affirmé la Mission d'appui au processus de paix en Colombie de l'Organisation des États américains (MAPP/OEA), un nombre considérable de personnes dans les listes de démobilisés étaient des délinquants communs des zones d'influence paramilitaire à qui on a

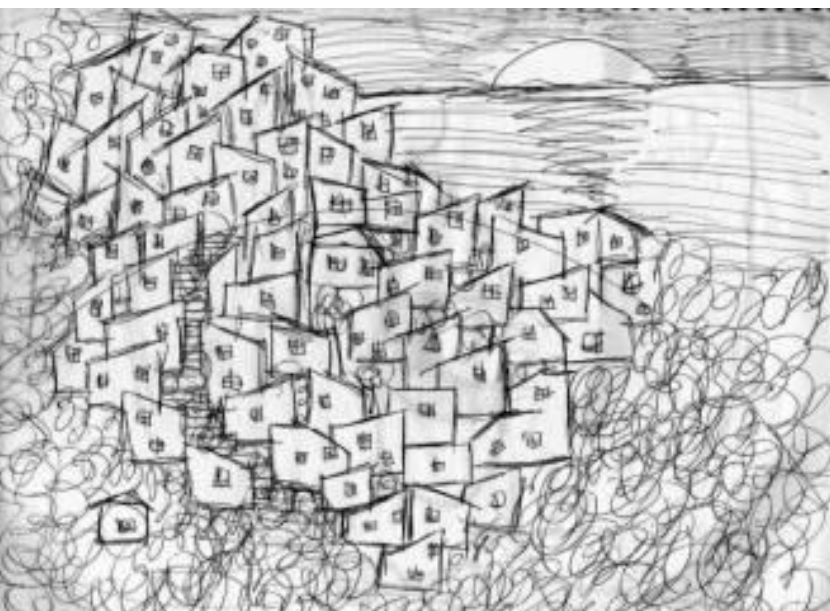


Image: Andrés Leonardo Caballero Piza

Dans le cadre du Plan Colombie, les États-Unis ont déboursé 5500 millions de \$ U.S. dans la dite « lutte contre le narco-terrorisme » (lire guerre à la guérilla et aux mouvements sociaux), depuis 2002. Les données officielles concernant les prétendues victoires incontestables de la « Sécurité démocratique » sont pour le moins surprenantes. Selon les chiffres du Ministère de la Défense, de 2002 à 2008, on aurait capturé, abattu ou démobilisé plus de 60 000 guérilleros, toute organisation confondue. Ce chiffre est largement plus grand que ce qui existe réellement en termes de membres d'organisations armées insurrectionnelles (FARC et ELN) en Colombie !

demandé de participer aux cérémonies de démobilisation en échange d'une rémunération.² Selon des organisations non gouvernementales colombiennes, il n'y aurait pas loin de 10 200 paramilitaires toujours actifs dans 24 des 32 départements du pays³, agissant maintenant sous de nouveaux noms tels que « Aguilas Negras » ou « Organizaciones de la Nueva Generacion ». Ils ont changé de noms mais poursuivent les mêmes objectifs étatiques de répression politique au service de puissants intérêts économiques que le faisaient par le passé les Autodéfenses unies de Colombie.

Pendant ce temps, on vient de découvrir dans le pays, en décembre 2009, la plus grande fosse commune de toute l'histoire récente de l'Amérique latine. Cette fosse contient les restes des corps d'au moins 2000 personnes. Pour retrouver une fosse commune d'une telle ampleur, il faut se référer à la barbarie nazie ! Elle a été découverte à La Macarena, dans le département du Meta, par une délégation d'observation britannique venue sur le terrain à la demande des familles des victimes. Ces dernières avaient réclamé à plusieurs reprises à l'État colombien que des recherches soient faites dans cette zone, sans aucun résultat. Jairo Ramirez, juriste et secrétaire du Comité permanent pour la défense des droits humains en Colombie, ayant accompagné cette délégation a déclaré : « Ce que nous avons vu est absolument terrifiant (...) Une infinité de corps et à la surface des planches de bois de couleur blanche portant l'inscription NN (non identifié) avec des dates allant de 2005 à aujourd'hui. (...) Le commandant de l'armée a dit qu'il s'agissait de guérilleros morts au combat, mais les gens de la région parlent d'une multitude de dirigeants sociaux, de paysans et de défenseurs communautaires qui sont disparus sans laisser de traces. »⁴ En fait, cette découverte ne fait que réaffirmer une fois de plus que la macabre pratique de la disparition forcée a été appliquée de manière systématique par l'armée colombienne et ses acolytes paramilitaires.⁵

Un récent rapport rédigé par des organisations de défense des droits humains colombiennes, intitulé « Sans justice et sans paix », fait état du bilan désastreux sur toute la ligne du processus de

démobilisation paramilitaire tant en termes de vérité, de justice, de réparation que de garanties de non répétition. On y rapporte que, selon une compilation effectuée des banques de données de diverses organisations de droits humains, de 1982 à 2009, plus de 5 millions de personnes ont été victimes de déplacement forcé; de 1982 à 2007, plus de 15 000 personnes ont été torturées; de 1965 à 2007, plus de 50 000 personnes ont été victimes de disparitions forcées; et de 1977 à 2007 il y aurait plus de 80 000 cas d'exécution extrajudiciaire. La majorité de ces crimes demeurent dans l'impunité la plus totale.⁶

Ce sombre panorama place la Colombie comme un cas unique en Amérique latine, ce qui représente une triste réalité. C'est un des dix pays au monde qui est sous la loupe de l'examen préliminaire de la Cour pénale internationale. En attendant, les plus hauts responsables de tous ces crimes contre l'humanité continuent de se promener librement. En attendant, on continue de se référer à la Colombie comme la plus vieille démocratie du continent et M. Harper insiste pour signer un accord de libre-échange avec ce pays, pour « y faire progresser les droits humains ». En attendant, les géantes canadiennes du secteur minier ou pétrolier, tout comme les autres multinationales, continuent de profiter de la répression qui y sévit. En attendant, les nouveaux déplacés de la « Sécurité démocratique » d'Uribe doivent affirmer qu'ils ont été déplacés par la guérilla et non par l'armée et les paramilitaires, sans quoi ils seront accusés de mentir et ne recevront pas d'aide de l'État. En attendant, avez-vous dit « démocratie » ???



1 Boletín informativo de la Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento, Número 76, Bogotá, 27 de enero de 2010. www.codhes.org

2 Movimiento Nacional de Víctimas de Crímenes de Estado, Fundación Comité de Solidaridad con los Presos Políticos y Corporación Colectivo de Abogados Jose Alvear Restrepo. Sin Justicia y Sin Paz. Verdad fragmentada, Reparación Ausente. Bogotá, Octubre de 2009.

3 Human Right Watch. Paramilitaries' Heir: The New Face of Violence in Colombia. February 2010. www.hrw.org

4 Colombia – Destapan la mayor fosa comun del continente, Azalea Robles, La Haine – www.lahaine.org

5 Pour plus d'information sur les exécutions extrajudiciaires, voir Le Caillou dans le soulier, no 6, printemps 2009. <http://pasc.ca/spip.php?article502>

6 Sin Justicia..., op. cit.

SUITE DE LA UNE - « DES NOUVELLES D'EN-DEDANS... »

Selon le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP), 60% des détenu-e-s politiques ne sont pas des combattant-e-s, mais plutôt des syndicalistes, des défenseur-e-s de droits humains, des membres d'organisations populaires, qui font face à des accusations de rébellion ou de terrorisme s'appuyant sur des témoignages d'informateur-trice-s travaillant pour le gouvernement. Ces faux témoins, souvent rémunérés, affirment que le ou la détenu-e fait partie d'une organisation insurrectionnelle ou encore qu'il-elle a collaboré ou participé à un acte de terrorisme avec une telle organisation.

Les prisonnier-ère-s politiques se retrouvent surtout dans les prisons à sécurité maximale. Les prisons de Valledupar et de Combita par exemple, où sont détenus plusieurs d'entre elles, ont été créées suite à un accord avec le Bureau fédéral des États-Unis, qui est intervenu dans la construction de ces établissements, dans la formation et la gestion des gardes et dans la formulation du règlement interne des prisons.

Sous le prétexte de réaliser des expériences de cohabitation pacifique et de réconciliation, des détenu-e-s pour paramilitarisme et rébellion sont de plus en plus souvent placés dans la même cellule, ce qui génère des situations conflictuelles où le/la prisonnier-e politique est clairement désavantagé-e, puisque les forces paramilitaires sont présentes, en tant que structure organisée dans les prisons et bénéficient d'alliances avec les gardes de prison ou parfois même du contrôle pur et simple de l'administration de l'établissement.

Pour cette raison, la première revendication des prisonnier-ère-s politiques consiste à exiger leur regroupement dans un même « patio » (pavillon), afin d'améliorer leurs conditions de sécurité et de favoriser leur organisation à l'intérieur de la prison. Comité de défense des droits humains, comité de soutien juridique, comité éducation, comité d'information, etc., les prisonnier-ère-s politiques sont très actif-ve-s durant leur détention. Plusieurs décident de mettre à profit cette réclusion pour parfaire leur éducation académique et politique et continuer leurs luttes pour la justice sociale à l'intérieur de la structure répressive.

Pour plus d'information: www.pasc.ca
Vous pourrez également écouter des témoignages audio de prisonniers politiques dans la série «La Colombie de l'intérieur» à l'adresse : <http://pasc.ca/s/pip.php?article471>

LES PRESXS POLITICKS
RESISTEN
CON DIGNIDAD.
NO A LA
EXTRADICIÓN

Campania contra
la Extradición de
los Presxs Politicks.



C'est le cas du Pavillon numéro 3 de la prison de haute sécurité de Palo Gordo. Afin d'assurer leur sécurité dans le pavillon, les prisonniers ont, avec l'appui du CSPP, présenté un dossier à la Cour interaméricaine de droits humains (CIDH) afin d'obtenir une injonction. La CIDH a par la suite exigé à l'État Colombien la mise en place de « Mesures de protection », lui exigeant de veiller à la sécurité de ces prisonniers, notamment en les regroupant dans un même pavillon au sein d'une prison et en appliquant les normes nationales en matière de conditions de détentions (salubrité, droit au travail et à l'éducation, droit au rapprochement familial pour les peine de longue durée, etc.). Cette situation a le potentiel d'être à l'avantage de tous, puisque le mode d'organisation au sein du pavillon interdit des pratiques malheureusement courantes dans le reste de la prison tel que l'usage des armes, le vol, l'extorsion (en menaçant de violer des membres de la famille lors des visites par exemple), la consommation ou le trafic de drogue, il assure aussi le droit à une cellule sans devoir payer « un loyer » à un chef de gang local comme dans les autres pavillons.

Cependant l'administration n'a cessé de saboter le travail d'organisation dans le pavillon des prisonniers politiques en s'attaquant aux présumés leaders de celui-ci. Au début de l'année 2010, Nixon Barrera, impliqué dans plusieurs comités de son pavillon et notamment en charge de la communication avec le PASC, a été transféré à plusieurs centaines de kilomètres de sa famille. Au moment d'écrire ces lignes, les dernières lettres que le PASC lui avait envoyées n'ont pas été retrouvées et il n'a pas encore pu faire parvenir de nouvelle. Sous prétexte de respecter les mesures de protection de la CIDH, il a été confiné plusieurs semaines en isolement dans ce qu'on appelle communément « le trou ». Luis Perez, lui aussi du Pavillon 3 avait quant à lui demandé un transfert pour rapprochement familial, il a obtenu un transfert à l'autre bout du pays doublant la distance pour la visite familiale.

Transférer les prisonniers qui s'impliquent dans les comités de droits humains ou dans la vie organisationnelle du pavillon des prisonniers politiques, c'est une façon de dissuader les autres de s'y impliquer et donc de limiter les possibilités de vie collective dans le pavillon.

Dans les prisons pour femmes, la situation est quelque peu différente. Les prisonnières politiques étant moins nombreuses, elles ne sont donc pas regroupées dans un seul pavillon. Cependant, les prisonnières politiques sont les plus impliquées dans la vie politique et associative de leur pavillon et elles en paient régulièrement le prix. C'est le cas des prisonnières de la tour 9 de la prison de Valledupar qui, le 24 novembre 2009, ont subi les conséquences de leur implication. Les gardes sont entrés pour procéder à une fouille; il s'agissait majoritairement d'hommes alors que les normes nationales et internationales obligent que les fouilles soient exercées par des gardes de même sexe. Une des déléguées du comité de droits humains a donc demandé au garde en chef de la fouille, le capitaine Riveira, de pouvoir consulter la directrice à ce sujet. Maria Rodriguez a alors été rouée de coup, ces compagnes qui tentèrent de lui venir en aide ont subi le même sort. Au total, 7 femmes ont dû être conduites à l'infirmerie pour des blessures graves.

Ce qui permet de traiter les prisonniers et prisonnières ainsi c'est leur isolement. En effet, venir en aide, appuyer, se solidariser avec des ennemis de l'État c'est accepter de soi-même le devenir et donc de s'exposer à des risques pour sa vie et surtout celle de ses proches. Ces risques sont beaucoup moins grands pour des organisations et des personnes canadiennes: une lettre de soutien, de dénonciation, un appel à la direction de la prison peut faire une différence, et c'est pourquoi le PASC, en plus de diffuser de l'information et de maintenir une communication avec des prisonniers et prisonnières politiques, répond à des actions urgentes en exigeant des autorités carcérales le respect des droits des prisonnier-ère-s politiques.

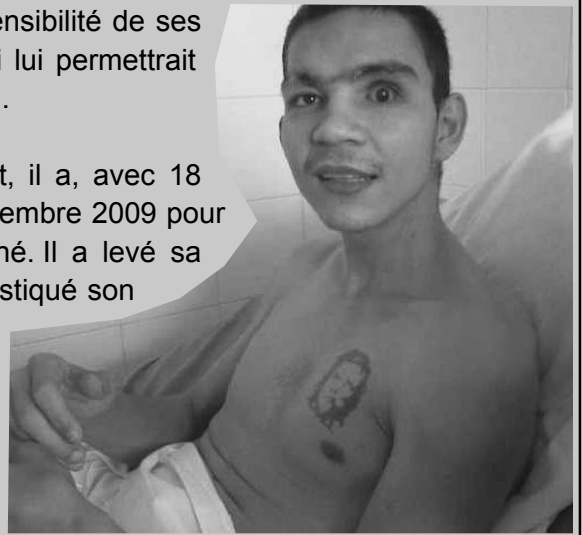


DES NOUVELLES DE LA CAMPAGNE POUR LA DIGNITÉ ET LA LIBERTÉ DE DIOMEDES CARVALAJINO

L'histoire de Diomedes Meneses Carvajalino raconte un des cas de torture (documentés) les plus graves à l'encontre d'un dissident politique en Colombie. Croyant l'avoir achevée, les tortionnaires ont abandonné leur victime à la morgue le 25 mai 2002, mais Diomedes Meneses Carvajalino a survécu... pour raconter (son témoignage audio et écrit est disponible sur le site du PASC).

Diomedes est un jeune homme de 25 ans, actuellement détenu au pénitencier de haute sécurité Palo Gordo de Girón. Il y purge une peine de 17 ans pour un homicide qu'il n'a jamais commis, victime d'un montage judiciaire parce qu'il a été identifié comme un membre de l'ELN (Ejército de Liberación Nacional, guérilla). Depuis 2002, Diomedes est prostré dans un fauteuil roulant et endure des douleurs inimaginables, séquelles des tortures qu'il a subies en mai 2002 aux mains de l'armée colombienne. Même s'il n'a jamais perdu totalement la sensibilité de ses jambes, il n'a pas pu compter sur le support médical qui lui permettrait au moins d'explorer les possibilités d'améliorer sa situation.

Régulièrement laissé sans suivi médical malgré son état, il a, avec 18 autres prisonniers, réalisé une grève de la faim début décembre 2009 pour obtenir qu'une infection dans l'os de son pied soit soignée. Il a levé sa grève lors d'un transfert à l'hôpital qui a permis de diagnostiquer son infection mais il n'a toujours pas reçu les soins nécessaires en février 2010 et il risque une amputation si l'infection n'est pas contrôlée dans les prochains jours. Malgré un diagnostic clair, les autorités de la prison affirment ne pas avoir le budget nécessaire pour sauver son pied...



Le PASC est un collectif basé au Québec qui travaille à créer un réseau de solidarité directe avec des organisations et des communautés colombiennes en résistance pour la Vie, la Dignité et l'Autonomie.

www.pasc.ca
info@pasc.ca